



PRÉFÈTE DES HAUTES-PYRÉNÉES

Service de la coordination des politiques
publiques et de l'appui territorial
Pôle environnement et procédures publiques

**INSTALLATIONS CLASSEES POUR LA
PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**
Arrêté préfectoral n° 65-2018-10-18-007

**portant levée
de mise en demeure à l'encontre
de la SAS « CARRIERES PLO »
Commune d'ILHET**

**La Préfète des Hautes-Pyrénées,
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

Vu le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L.514-5 et l'article R.181-46 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'action des services et organismes publics de l'État dans les départements ;

Vu l'arrêté préfectoral du 19 mai 2016 autorisant la SAS CARRIERES PLO à exploiter une carrière à ciel ouvert de marbre sur la commune d'Ilhet (65410) et notamment son article 17 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 27 octobre 2017 portant mise en demeure à l'encontre de la SAS CARRIERES PLO ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 27 septembre 2018 ;

Considérant que les prescriptions de la mise en demeure du 27 octobre 2017 sont respectées ;
Sur proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture des Hautes-Pyrénées,

ARRETE

ARTICLE 1er :

La mesure de mise en demeure notifiée à l'exploitant par arrêté préfectoral du 27 octobre 2017 est levée.

ARTICLE 2 :

Le présent arrêté sera affiché à la mairie de ILHET, pendant une durée minimale d'un mois. Procès verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par le Maire de cette commune.

ARTICLE 3 :

Cette décision peut faire l'objet d'appel devant le tribunal administratif de Pau :

1. par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions;
2. par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

ARTICLE 4:

- M. le Secrétaire Général de la Préfecture des Hautes-Pyrénées ;
- M. le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement et les inspecteurs des installations classées placés sous son autorité ;
- M. le Maire de la commune d'ILHET,

sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture des Hautes-Pyrénées et dont copie sera adressée :

- pour notification,

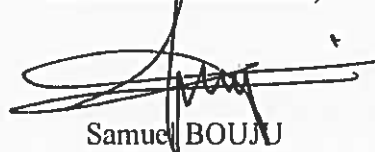
- à la SAS CARRIERES PLO

- pour information,

- à la Sous-Préfète de Bagnères-de-Bigorre,
- au Procureur de la République près le Tribunal de Grande Instance de Tarbes,
- au Commandant le Groupement de Gendarmerie des Hautes-Pyrénées.

Tarbes, le **18 OCT. 2018**

Pour la Préfète et par délégation,
Le Secrétaire Général,



Samuel BOUJU